

Comité Social d'Administration Local

du 15/01/2024

Déclaration de boycott

En ce début d'année 2024 nous vous adressons nos meilleurs vœux.

Il n'y a donc plus de ministère de la fonction publique. L'annonce du nouveau gouvernement a levé le suspense et affiche ouvertement le mépris qui est donc fait aux plus de 5 millions d'agents publics.

Les agents publics que l'on ne cesse de remercier dans des déclarations mais jamais dans les actes alors qu'ils assurent quotidiennement les missions de services publics n'ont donc désormais plus d'interlocuteur dans un ministère de plein exercice.

C'est un très mauvais signal qui s'inscrit hélas dans la continuité du travail de sape du pouvoir incarné notamment par la loi d'août 2019 pour tous ceux qui œuvrent malgré le fonctionnaire bashing, l'absence de revalorisation salariale, des conditions de travail toujours plus dégradées...

C'est bien l'expression même d'un gouvernement qui relègue à la dernière des priorités ceux qui travaillent au service de tous, à la réduction des inégalités, à la cohésion sociale.

Supprimer le ministère ne supprimera pas les enjeux liés à la fonction publique et aux enjeux publics.

Solidaires Fonction Publique ne lâchera rien de ses revendications pour la défense des missions et des agents publics.

Notre Directeur Général n'est plus et nous sommes dans l'attente du ou de la remplaçante, c'est aussi un très mauvais signe pour les agents de la DGFIP.

Nous présentons notre mécontentement, quant à la minuscule revalorisation indiciaire de 5 petits points d'indice, qui est octroyée en ce mois de janvier, qui représente une aumône d'environ 20€ nets mensuels.

Après la revalorisation de 1,5% du point d'indice en juillet; la perte de notre pouvoir d'achat est très loin d'être rattrapée.

En reprenant le message de départ de notre Directeur Général « Des négociations indemnitaires ont débuté fin 2023 et j'espère qu'elles pourront se conclure favorablement en ce début 2024. Elles traduiront là aussi la reconnaissance de vos efforts et votre engagement au quotidien au service de notre pays. » Après des années d'attente et un engagement pris il y a 2 ans, l'urgence à résorber la dette indemnitaire par une revalorisation conséquente pérenne et pour l'intégralité du collectif DGFIP, est plus que jamais d'actualité quel que soit le Directeur général. Solidaires Finances Publiques toujours présent, défendra cette revendication avec l'ensemble des organisations syndicales représentatives de la DGFIP.

Pour notre part, l'extension de la prime 93 vers d'autres ministères mais dont le SARH en est toujours écarté continue à représenter une injustice considérable.

Nous réaffirmons que les ACF direction spécialisées et contraintes spécifiques doivent être attribuées au SARH.

Les conditions de vie au travail des agents du SARH sont déjà trop dégradées, les emplois doivent être renforcés d'urgence.

Petit point concernant les instances de dialogues sociales, les échanges sur le Règlement Intérieur dont nous avons en intersyndicale étaient force de propositions, n'est en fait qu'une chambre d'enregistrement. L'administration a changé la forme des instances, mais dans la réalité le fond reste le même. Solidaires Finances Publiques continuera à défendre les agents et leur condition de vie au travail.

Solidaires Finances Publiques boycotte ce CSAL, des réponses à nos revendications doivent être apportées en urgence.